

Réforme et autonomie financière de l'Union africaine discutées en Guinée

@rib News, 27/04/2017 – Source AFP La Guinée a abrité cette semaine un mini-sommet des dirigeants rwandais, tchadien et guinéen consacré à la réforme et à l'autonomie financière de l'Union africaine (UA), dont le budget est majoritairement fourni par des donateurs étrangers, selon des communiqués officiels. Ce mini-sommet, tenu lundi à Conakry, a regroupé autour du chef de l'Etat guinéen Alpha Condé (72 ans), également président en exercice de l'UA, ses homologues rwandais Paul Kagame (60 ans) et tchadien Idriss Deby Itno (60 ans), ainsi que le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, indique un communiqué de la présidence guinéenne parvenu mercredi à l'AFP.

Selon ce texte, daté de lundi, M. Kagame, chargé de présenter des pistes de réforme de l'UA, a détaillé "les points saillants" de son rapport, l'objectif étant de permettre à l'organisation "de se doter d'une autonomie financière". Selon le président rwandais cité dans le communiqué, "être capable de s'autofinancer" relève de la "crédibilité de l'UA sur la scène internationale", cela nécessite "l'engagement et la volonté" de tous les chefs d'Etat du continent. Le rapport de M. Kagame n'a pas été rendu public à Conakry. Plusieurs responsables et des journalistes présents au début de la rencontre ont tenté de quitter la salle avant sa présentation, qui s'est déroulée devant un comité restreint. Selon l'AFP sur ce sujet, plusieurs sources officielles guinéennes ont décliné tout commentaire, en renvoyant à un communiqué lu sur les médias d'Etat par la ministre guinéenne des Affaires étrangères Makalé Camara. Ce texte n'entre pas non plus dans les détails. L'UA est financée à 72 % par les donateurs étrangers, notamment les Etats-Unis, l'Union européenne, la Banque mondiale, la Chine et la Turquie. En juillet 2016 à Kigali, ses dirigeants avaient évoqué la nécessité de financer l'UA "de façon prévisible, durable, équitable et responsable" par ses Etats membres. Ils avaient décidé d'"instaurer et appliquer une taxe de 0,2% sur toutes les importations éligibles en Afrique pour financer" l'organisation à partir de 2017. Selon le communiqué lu par Mme Camara, la réunion de Conakry a invité Paul Kagame et Moussa Faki Mahamat à "accélérer l'exécution des décisions" prises. Il cite "la décision de Kigali sur le prélèvement de 0,2 % sur les importations éligibles et l'accélération de son exécution sans délai au niveau de tous les Etats membres". Il évoque aussi la mise en place "de l'unité de réforme au sein du cabinet du président de la Commission de l'UA" avant le prochain sommet, en juillet.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});